

Déclaration à la Présidence autrichienne du Conseil de l'Union européenne

Adoptée à la réunion des 6 et 7 novembre 2018 du Comité exécutif de la FSESP, à Bruxelles

La FSESP réclame des progrès dans les initiatives de politique sociale de l'UE et en attend plus de la part de la Présidence

La Présidence autrichienne risque de décevoir les travailleurs en Autriche et dans le reste de l'Union européenne. En octobre, elle a annulé une réunion du Conseil « Emploi et Affaires sociales », empêchant ainsi l'adoption d'une position commune des États membres sur des initiatives européennes aussi importantes que la directive relative à des conditions de travail transparentes et prévisibles et la mise en place d'une Autorité européenne du travail. L'Autriche souhaitait ainsi repousser ces décisions de plusieurs mois, laissant moins de temps à la Présidence roumaine, au Parlement et à la Commission pour négocier un compromis acceptable juste avant les élections européennes. Le gouvernement autrichien cède aux pressions des employeurs, représentés notamment par BusinessEurope, qui font campagne contre ces initiatives de politique sociale.

Nous souhaiterions en outre que la Présidence autrichienne progresse davantage dans d'autres domaines, et notamment dans la refonte de la *directive relative* à *l'eau potable*. L'initiative citoyenne européenne (ICE) Right2Water, la Commission européenne et le Parlement européen ont tous formulé des propositions sur la manière de consacrer le droit à l'eau dans cette directive. La Présidence autrichienne ne travaille pas assez à la définition d'une position commune au Conseil, ce qui freine le lancement des négociations pour la recherche de compromis. C'est une déception pour les quelque 2 millions de citoyens qui ont soutenu Right2Water, la toute première ICE couronnée de succès.

Nous sommes très déçus que le gouvernement autrichien se soit retiré du pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Ce pacte a été approuvé par tous les États membres de l'ONU en 2016 et sa signature est prévue à Marrakech en décembre. L'Union européenne soutient ce pacte. Nous notons que ce pacte mondial réaffirme le droit souverain des États à définir leur politique migratoire nationale et leur prérogative à gérer les migrations dans le cadre de leurs compétences, conformément au droit international. Le pacte crée un cadre et définit des principes directeurs fondés sur une approche respectueuse des droits de l'homme pour répondre aux enjeux migratoires. En refusant de signer ce pacte mondial au moment même où elle exerce la présidence du Conseil de l'UE, l'Autriche met en péril cette démarche. Nous exhortons le gouvernement autrichien à revoir sa position et à soutenir l'approche commune de l'UE.

Il s'agit là de thèmes importants pour des millions de travailleurs des services publics européens. Les travailleuses et les travailleurs attendent de la Présidence autrichienne qu'elle accomplisse des progrès.